

NOUVELLES SAHRAOUIES

SAHARA OCCIDENTAL



Quand l'amnésie collective ou l'autocensure
devient ligne politique

NOUVELLES BREVES

07.06.09

Violations des droits humains au Sahara Occidental: le Président Abdelaziz rappelle la responsabilité de l'ONU

Le Président de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), M. Mohamed Abdelaziz, a rappelé la responsabilité de l'ONU face aux violations «flagrantes» des droits humains dans les territoires occupés du Sahara Occidental. Dans un message adressé vendredi au Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, le président Abdelaziz a également rappelé que ces territoires occupés se trouvent «sous la tutelle» de l'ONU, «à travers sa mission chargée de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara Occidental" (MINURSO). Dans son message, cité par l'agence d'information sahraouie SPS, M. Abdelaziz a également interpellé le Secrétaire général de l'ONU suite à la détérioration «sérieuse» de l'état de santé du prisonnier politique sahraoui Yahia Mohamed El Hafed laaza.

25.07.09

Dakhla: 15 milliards DH pour la réalisation de deux parcs éoliens

Un groupe maroco-allemand d'investisseurs prévoit de réaliser deux parcs éoliens d'une puissance de 672 MW à Ntireft (nord de Dakhla). Le coût global de ce projet est estimé à plus de 15 MMDH. Une enveloppe de l'ordre de plus de 15 MMDH a été allouée à ce projet de grande envergure. Celui-ci permettra de créer environ 220 postes d'emploi, a-t-on indiqué auprès du Centre régional d'investissements. La même source a souligné qu'un autre groupe espagnol a déposé un dossier d'investissements d'un montant de 753 MDH pour la création d'un parc éolien sur une superficie de 900 ha. d'une puissance de 50 MW au point kilométrique 30.

03.07.09, Message Obama à Mohamed VI

Je réalise l'importance que revêt la question du Sahara occidental pour Vous, Votre Royaume et toutes les populations qui ont souffert à cause de ce conflit. Je partage votre engagement que les négociations menées sous les auspices des Nations Unies constituent le cadre approprié permettant de parvenir à une solution mutuellement acceptable, et j'espère que Christopher Ross, un diplomate chevronné ayant une large expérience de la région, pourra promouvoir un dialogue constructif entre les parties.

Mon gouvernement travaillera avec le Vôtre et d'autres parties dans la région, afin de parvenir à une solution qui réponde aux besoins des populations, en termes de gouvernance transparente, de confiance en l'Etat de droit et d'une administration de justice équitable.

SOMMAIRE

<i>Nouvelles brèves</i>	2
<i>Editorial: Quand l'amnésie collective ou l'autocensure devient ligne politique</i>	3
<i>Dossier: Nouvelle rencontre Maroc Polisario</i>	5
<i>position du Front Polisario</i>	6
<i>compte-rendu</i>	7
<i>commentaire marocain</i>	9
<i>Dernière initiative d'Edward Kennedy</i>	10
<i>Washington se démarque de la position marocaine</i>	11
<i>Lourdes condamnations de défenseurs sahraouis des Droits de l'Homme</i>	12
<i>Programme solaire</i>	14

QUAND L'AMNESIE COLLECTIVE OU L'AUTOCEENSURE DEVIENT LIGNE POLITIQUE

C'est avec faste que le roi Mohamed VI a fêté ses dix ans de règne fin juillet. Ces dix ans apparaissent comme de longues années de vive déception en ce qui concerne la résolution du conflit du Sahara Occidental. En effet, à la mort d'Hassan II, un nouvel espace semblait pouvoir s'ouvrir pour qu'enfin les résolutions de l'ONU puissent être respectées. Le peuple sahraoui aurait enfin la possibilité d'exercer son droit à l'autodétermination. Rien de tel ne s'est passé et jamais sous Hassan II, après la fin des années 70, la répression n'aura été aussi sauvage dans les zones occupées du Sahara Occidental. La population sahraouie de cette région s'est saisie de cet espoir renaissant pour exprimer plus fort et plus collectivement son besoin, son

désir d'indépendance. Elle est devenue l'espoir bouillonnant de l'indépendance. Mais elle a compris très vite que rien n'avait changé, pire encore : les mauvais traitements, la torture, les emprisonnements, les déplacements se sont intensifiés et il n'y a pas un mois où ne s'ouvrent de nouveaux procès, où ne disparaissent des Sahraouis, où les informations qui arrivent des zones occupées ne soient alarmantes.

Amnésie

Mais qu'a dit la presse de ces dix ans de règne ? Pas un journal qui n'ait oublié de rendre compte des manifestations pharaoniques dans un pays où 40% de la population est analphabète et qui figure à la 126^e place du rapport mondial sur le



développement. Pas un journal qui n'ait relaté les grands chantiers du monarque en montrant bien que le bilan de ces dix ans de règne se situe entre progrès et frustrations, entre progrès et limites. Nous ne ferons pas ici une analyse de la situation marocaine mais ce qui nous intéresse, c'est de comprendre pourquoi cette presse internationale ne s'est pas souvenue que le Maroc était toujours en guerre et que plus de 100 000 soldats marocains campaient depuis près de 30 ans sur le mur de plus de 2000 kilomètres coupant le Sahara Occidental en deux: les zones libérées tenues par le Front Polisario et les zones occupées par le Maroc. Amnésie coupable? Certes un journal comme Jeune Afrique, par exemple, note que dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la justice et des droits humains, le Maroc a encore des progrès à faire. Mais le Sahara Occidental n'est même pas cité comme un problème de décolonisation que le Maroc doit résoudre dans le respect des résolutions onusiennes; il n'est pas fait état des sommes colossales enfouies dans cette occupation alors qu'une partie importante de la population marocaine souffre de la pauvreté. Les journalistes ne connaissent-ils pas ou plus ce conflit dont on dit bien qu'il est oublié? Ou est-ce une autocensure mécanique qui fonctionne: il vaut mieux se taire pour éviter des ennuis avec le Maroc toujours à l'affût! Ou l'omission est-elle alors la ligne politique de certains pays comme la France et l'Espagne qui apparaît en creux dans le blanc des textes?

Sondage d'opinion

Il a fallu attendre un événement original pour voir le Sahara cité lors des festivités. Les journaux marocains *Tel Quel* (version française), *Nichane* (version arabe) et *le Monde* devaient livrer aux lecteurs les résultats d'un sondage d'opinion fait auprès de 1108 Marocains, dans le cadre des fêtes du dixième anniversaire, pour connaître l'idée qu'ils avaient de leur roi. Dès leur parution, les 100 000 exemplaires des journaux maro-

cains qui titraient à la une «le peuple juge son roi» ont été saisis et détruits. Pourtant le sondage était favorable au monarque ce qui fait dire au journal *le Courrier* que ce dernier s'est tiré une balle dans le pied. Mais le roi est sacré! Le journal *le Monde* a été retiré de la vente au Maroc donc censuré et il indique dans son éditorial: «Pour les dix ans du règne de Mohammed VI, le régime marocain ne pouvait pas prendre décision plus contestable, plus arbitraire, plus incompréhensible et, osons l'écrire, plus absurde». Qu'en est-il alors de la liberté de la presse? Un journal précise: «elle peut jouir d'une liberté pour autant qu'elle ne touche pas à la religion, à la monarchie ou à l'intégrité territoriale (le Sahara Occidental annexé par le Maroc en 1975). Remarquons que c'est ici que réapparaît le Sahara Occidental dont il est interdit de critiquer l'occupation mais dont il n'est pas interdit de dire que, contrairement aux décisions onusiennes, il a été annexé par le Maroc.»

Qui va gagner?

Dans le jeu de la censure qui va gagner: le Maroc qui censure ceux qui veulent débattre de la question du Sahara Occidental ou la censure de ceux qui ne veulent pas que le Maroc les censure, ou encore ceux et celles qui pensent que la dignité du métier est au-delà de la censure? Et comme le disait Florence Aubenas à Genève, en 2008, «aucun coin de la planète ne doit échapper au regard, à l'image et à la plume du journaliste».



Florence Aubenas.

MAROC-POLISARIO : NOUVELLE RENCONTRE

Nous reproduisons ci-dessous deux communiqués de presse annonçant cette nouvelle rencontre, la position du Front Polisario, un compte rendu final et un commentaire marocain. Ces différents textes nous montrent la chronologie de cet événement et les espoirs et les critiques qu'il a suscités.

29.06.09

**Sahara: Christopher Ross
«optimiste» pour «une première
réunion informelle»**

L'émissaire de l'ONU pour le Sahara Occidental, M. Christopher Ross, s'est déclaré lundi «optimiste» quant à l'organisation d'une «première rencontre informelle» entre le Maroc et le Front POLISARIO pour discuter de l'avenir de ce territoire. «Je suis optimiste quant à cette première rencontre informelle qui, j'en suis sûr, apportera une contribution importante à la recherche d'une résolution du conflit qui dure déjà depuis trop longtemps et qui entrave le travail qui doit être fait au niveau de l'intégration régionale», a ajouté M. Ross à l'issue d'un entretien avec le ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération Taïb Fassi Fihri. Selon l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, «cette deuxième tournée dans la région a pour but l'application de la dernière résolution du Conseil de sécurité, la prise en compte du résultat du processus de négociations jusqu'à présent et la préparation des réunions informelles

dont le Conseil de sécurité a entériné la tenue pour préparer une cinquième session de négociations».

01.08.09

Rencontre informelle Maroc-Polisario à partir du 9 août en Autriche

La première rencontre informelle entre le Maroc et le Front Polisario sur la question du Sahara Occidental est prévue à partir du 9 août en Autriche, a indiqué samedi à Tanger (Maroc) le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos.

Le Polisario a par ailleurs accusé samedi Rabat de «saper» les efforts de l'ONU pour régler le conflit du Sahara Occidental, réagissant à un discours du roi du Maroc qui a réitéré l'«attachement (du Maroc) à l'initiative d'autonomie» proposée pour ce territoire. «Le Maroc sape les efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU et son envoyé personnel, Christopher Ross, et ferme la porte à toute solution du conflit qui l'oppose au peuple sahraoui», a affirmé un responsable du Polisario Abdelkader Taleb Omar.

C'est la première fois que la date et le lieu de la rencontre informelle entre le Maroc et le Polisario en Autriche sont annoncés depuis le royaume.

Un représentant algérien devrait en outre participer à la rencontre informelle de Vienne, a indiqué à l'AFP une source à Tanger.

Le premier round des réunions informelles entre le Front Polisario et le Maroc aura donc lieu lundi prochain à Vienne sous les auspices de l'envoyé personnel du SG de l'Onu au Sahara Occidental,



Christopher Ross, a-t-on indiqué de source officielle sahraouie. Cette série de réunions se déroulera en présence de quelques membres des délégations des deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc en plus de l'Algérie et la Mauritanie en leur qualité de pays observateurs, attendus dimanche à Vienne. Cette rencontre durera deux jours dans des séances à huis clos, à la demande

de l'envoyé personnel du SG de l'ONU au Sahara Occidental, M. Christopher Ross qui supervise ces réunions informelles entre le Front Polisario et le Maroc, pour la relance des négociations directes entre les deux parties en vue de parvenir à une solution juste et durable devant permettre l'autodétermination du peuple sahraoui.



POSITION DU FRONT POLISARIO

Nous ne cherchons aucune vengeance – seulement la paix

Le peuple du Sahara Occidental se tient prêt à un compromis avec le Maroc et à entrer en discussions ouvertes avec lui pour notre avenir commun.

Une nouvelle série de discussions entre le royaume du Maroc et le Front de Polisario est en cours à Vienne en Autriche. Ces pourparlers, caractérisés comme informels par le Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, M. Christopher Ross, sont la dernière tentative pour parvenir à la paix et à la sécurité au Sahara Occidental et dans la région du Maghreb en général.

Nous y allons avec un engagement ferme et sincère afin de parvenir à une solution juste, démocratique et mutuellement acceptable. Nos homologues marocains adopteront-ils la même attitude?

La paix a toujours un coût. D'une façon ou d'une autre, quelque part, il doit y avoir un compromis et quelqu'un, c'est-

à-dire tout le monde, doit être prêt pour chercher un terrain commun et céder sur des idéaux supérieurs qui pourraient s'y trouver. Pour le peuple du Sahara Occidental, le prix de la paix est élevé. Nous avons été occupés pendant plus de trois décennies, suite à une annexion illégale par le royaume marocain. Nous avons vu que nos ressources naturelles devenaient un commerce immoral au bénéfice de l'économie marocaine tandis que notre peuple souffre dans des camps de réfugiés avec l'impossibilité et la crainte de revenir dans son pays.

Prêts à discuter

Malgré tout cela, et au lieu de chercher à appliquer un sentiment de vengeance ou de frustration, nous nous tenons prêts à nous engager avec le Maroc et entrer avec lui en discussions ouvertes sur notre avenir commun. Il s'agit là d'une politique que nous nous sommes tracée depuis une longue date. Dans notre déclaration au Conseil de sécurité de l'ONU en 2007, nous avons déclaré que nous garantirions «les droits et les obligations de la population marocaine au Sahara Occidental». Nous avons également constamment démontré notre disponibilité à «participer avec le Maroc et les pays voisins dans le maintien de paix, la stabilité et la sécurité pour toute la région.» Le peuple du Sahara Occidental reste engagé au processus d'autodétermination, initié par l'ONU il y a presque 50 ans et il a été appuyé depuis cette date à travers de nombreuses résolutions et déclarations.

Par exemple, nous nous rappelons que le Conseil de sécurité a exprimé en 2002 «sa disponibilité de considérer n'importe quelle approche qui prévoit l'autodétermination». On ne voit pas comment et où la proposition d'autonomie marocaine peut s'inscrire dans un ordre du jour aussi clair. La solution unilatérale que le Maroc propose après trois longues décades de conflit est non seulement grotesque mais constitue aussi une

option que la communauté des nations démocratiques ne saurait approuver.

Le peuple du Sahara Occidental a été clair: nous sommes disposés à travailler avec la monarchie marocaine et agir sans récriminations par rapport aux Marocains vivant actuellement au Sahara Occidental. Nous sommes conscients que l'on ne peut pas choisir son voisin et donc nous sommes destinés à partager nos frontières. C'est une forme de *realpolitik* qui a un sens à tous les niveaux. Nous ne cherchons pas de victoires sur le Maroc, nous cherchons seulement la parité. Nous aspirons à coopérer dans des domaines économiques et sécuritaires comme pourrait faire tout voisin décent.

Des coûts exorbitants

Pour le Maroc, les avantages de bonnes relations avec un Sahara Occidental libre et démocratique sont immenses. Les coûts massifs de son occupation militaire ont été évalués à 3% de son PIB. Les analystes suggèrent que le seul coût du maintien de 150'000 militaires pour contrôler les territoires occupés dépasse 153 milliard de dollars (équivalent à 92.3 milliards de livres sterling) depuis 1975, ou bien environ 12 millions de dollars (équivalent à 7,2 millions de livres sterling) pour chaque jour d'occupation passé au Sahara Occidental. Avec ces dépenses extraordinaires, le Maroc se place en cinquième position dans le monde en matière de dépenses militaires. En outre, l'Union du Maghreb tant recherché, qui a tourné des décennies



autour du conflit du Sahara Occidental, pourrait se libérer de ce considérable obstacle pour de meilleures relations.

Outre le préjudice moral que représente son occupation du Sahara

Occidental, mettre fin à cette saignée financière devrait être une priorité pour Rabat au profit de son peuple appauvri, comme devrait être une perspective pour s'éveiller et se convertir en champion de l'unité économique nord-africaine. La voie de l'ONU est la seule voie qui permet d'avancer. Un référendum d'autodétermination, un mécanisme fondamental pour toutes les colonies mises sous la responsabilité de l'ONU – comme le Sahara Occidental – est le seul moyen viable de produire quelque chose de commun qui soit durable. L'avenir du peuple sahraoui doit dépendre de lui-même, non d'une quelconque institution et certainement pas d'une puissance envahissante, qui maintient un régime illégal et injuste.

Puisque nous allons à ces pourparlers, nous favorisons l'approche de la main tendue du Président américain Barack Obama. Nous sommes disposés à payer le prix de la paix comme un investissement dans notre avenir.

C'est notre ordre du jour déclaré que nous apporterons aux pourparlers de Vienne. Le peuple du Sahara Occidental ne mérite rien de moins de nous, pour sa paix et sa liberté que nous désirons par-dessus tout.

Mohammed Khadad

Traduction: El Kanti BALLA

Les intertitres sont de notre rédaction



LA RENCONTRE DE VIENNE «FRANCHE ET UTILE»

Selon aljazeera.net

Le Maroc et le Front Polisario ont achevé leur réunion informelle en Autriche avec un accord sur la reprise des négociations sur le Sahara Occidental.

Cette réunion s'est déroulée pendant deux jours en Autriche sous l'égide de Christopher Ross, émissaire spécial des Nations Unies pour le conflit du Sahara Occidental et en présence d'observateurs d'Algérie et de Mauritanie.

Ross a déclaré que «les deux parties se sont mises d'accord sur la reprise des négociations avec un nouvel espoir», soulignant que «le lieu et la date des

pourparlers seront arrêtés en coordination avec les deux parties», qualifiant les négociations d'Autriche de «franches et utiles».

Cette réunion informelle entre le Maroc et le Polisario, tenue loin des projecteurs des caméras, avait pour objectif de préparer le cinquième round des négociations sur le Sahara Occidental. Les précédents rounds de négociations qui se sont tenus à New York étaient dominés par les idées préconçues.

Le conflit entre le Maroc et le Sahara remonte à 1975 lorsque le Maroc a annexé le Sahara qui était colonisé par

l'Espagne. Le Polisario, appuyé par l'Algérie, revendiquait depuis son indépendance.

Dès lors les deux parties sont entrées dans un conflit armé. Les Nations Unies ont joué la médiation en 1991 pour parvenir à un accord de cessez-le-feu et ont proposé la tenue d'un référendum pour décider de l'avenir du Sahara.

Les tentatives onusiennes en vue de l'organisation du référendum ont été vaines.

Le Maroc se montre actuellement intransigeant sur sa proposition d'accorder l'autodétermination au Sahara dans le cadre d'une souveraineté marocaine.

Alors que le Polisario insiste pour la tenue d'un référendum pour permett-

re au peuple sahraoui de disposer de son propre destin en choisissant entre l'indépendance et l'autodétermination donc l'annexion au Maroc.



COMMENTAIRE MAROCAIN

Sahara Occidental: «Beaucoup a été fait» avec le Front Polisario à Vienne, selon Rabat

Le ministre marocain des Affaires étrangères, Taieb Fassi Fihri a estimé que «beaucoup a été fait» lors de la réunion informelle avec le Front Polisario à Vienne, regrettant que ce mouvement indépendantiste reste «attaché à une vision aujourd'hui inapplicable»...

«Nous estimons que beaucoup a été fait dans le cadre de cette réunion informelle. Nous avons décidé de poursuivre cet exercice de négociation et de discussion», a déclaré à la presse marocaine Taieb Fassi Fihri au terme de cette rencontre dont les travaux s'étaient achevés dans la nuit de mardi.

Fassi Fihri a regretté que les autres parties «restent attachées à une vision, à des mécanismes et à des modalités

opératoires, aujourd'hui inapplicables», en référence au Polisario et à l'Algérie qui réclament l'indépendance du Sahara Occidental. «Aujourd'hui nous devons nous inscrire dans une logique différente, l'initiative marocaine est un point de compromis», a souligné le ministre.

Cité par l'agence marocaine MAP, Christopher Ross, l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, a déclaré de son côté après la fin de la réunion de Vienne que «les pourparlers se sont déroulés dans une atmosphère d'engagement sincère, de franchise et de respect mutuel». M. Ross a en outre annoncé lui aussi qu'une autre réunion sera organisée "le plus tôt possible" en un lieu et à une date qui seront fixés ultérieurement.

DERNIERE INITIATIVE INTERNATIONALE D'EDWARD KENNEDY

Les États-Unis doivent «soutenir le peuple du Sahara Occidental dans son droit à l'autodétermination à travers un référendum libre, juste et transparent». Le sénateur démocrate Edward Kennedy, âgé de 77 ans, a formulé cette demande dans une lettre adressée en avril 2009 au Président Barack Obama. C'était sa dernière initiative politique avant de décéder le 25 août dernier.

Kennedy a été un défenseur ardent de l'indépendance du territoire qui était une colonie espagnole jusqu'à 1975. Il n'a pas lésiné sur ses appuis au Front Polisario... En 2005 il a reçu, par exemple, son leader, Mohamed Abdelaziz, aux côtés d'autres sénateurs à Washington.

L'année passée c'est lui qui a remis la médaille des Droits de l'Homme de la fondation qui porte le nom de son frère, Robert F. Kennedy, à l'activiste sahraouie Aminatou Haidar emprisonnée pendant de longues années et qui défend maintenant ces valeurs dans le territoire contrôlé par le Maroc.

Il y a quatre mois, Kennedy adressait à Obama une lettre publique signée par six autres sénateurs. Il y accusait le Maroc d'avoir «bloqué ce référendum (...) et proposé à sa place un plan d'autonomie pour le Sahara Occidental qui nie le droit sahraoui à un processus d'auto-détermination libre qui inclut l'option de l'indépendance». Il y demande aussi qu'Obama soutienne l'élargissement des compétences de la MINURSO... pour qu'elle surveille également le respect des droits de l'homme.

On ne sait pas encore si Obama l'a écouté, mais en juillet ce dernier a envoyé, à son tour, une lettre au roi Mohamed VI du Maroc dans laquelle il évoque la nécessité de travailler ensemble pour trouver une solution au conflit du Sahara. Au contraire de son prédécesseur, George Bush, il a omis, cepen-

dant, de montrer sa sympathie envers l'offre d'autonomie pour le territoire présentée par le Maroc en 2007.

La lettre de Kennedy à Obama a été combattue par une autre émanant de congressistes et sénateurs qui a obtenu beaucoup plus de signatures. Ils y exprimaient leur appui à la proposition d'autonomie de Rabat. Les partisans du Polisario ont expliqué le nombre élevé de signataires par la force du lobby marocain à Washington.



Le web américain **Propublica** a révélé ce mois-ci qu'entre la fin de 2007 et le début de 2008, le Maroc avait dépensé 3,33 millions de dollars en lobbying au Congrès des Etats Unis alors que son rival, l'Algérie, le pays qui soutient le plus le Polisario, a déboursé seulement 416.000 dollars...

*El Pais (Espagne), 31.08.09 – traduction
Diaspora sahraouie*

WASHINGTON SE DEMARQUE DE LA POSITION MAROCAINE

Dans son édition du 16 juillet, le quotidien espagnol *El País* évoque un changement d'attitude des Américains dans le dossier du Sahara Occidental. Pour la première fois Washington se démarque de la proposition d'autonomie défendue par Rabat. Un journaliste a posé trois questions à l'auteur de l'article, le journaliste Ignacio Cembrero. Eclairage.

Dans votre article publié jeudi 16 juillet, vous affirmez que le Président américain Barack Obama se démarque de la position marocaine sur le Sahara Occidental. Sur quels éléments est basée cette affirmation ?

Sur la lettre envoyée par le Président américain au Roi Mohammed VI, début juillet, où il ne mentionne pas l'offre d'autonomie pour le Sahara Occidental. Dans ses interventions publiques, l'ambassadeur américain à l'ONU, Susan Rice, a, elle aussi, omis cette proposition. Le prédécesseur d'Obama à la Maison Blanche ne ratait pas une occa-

sion de faire l'éloge des efforts faits par le Maroc en présentant, notamment, un projet d'autonomie en avril 2007.

Selon vous, pourquoi ce changement de position alors que le Maroc est considéré comme un allié important de Washington au Maghreb ?

Il est encore trop tôt pour dire qu'il y a un changement de position sur le fond. Les formes sont différentes et certains indices laissent présager qu'un changement sur le fond se dessine. Le Maroc était déjà un allié important des USA au tout début des années 2000 et l'administration de Bill Clinton a bien soutenu James Baker qui était à l'époque l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental. Or Baker a proposé un plan pour l'ancienne colonie espagnole qui n'a pas du tout plu au Maroc. Les USA ont soutenu ce plan mais ils ne se sont pas alliés jusqu'à mettre le Maroc dans les cordes.



Concrètement, comment va se traduire cette nouvelle position de Washington, notamment concernant les négociations entre le Maroc et le Front Polisario ?

Je pense que l'Américain Christopher Ross, l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, va pouvoir travailler sur le dossier avec une certaine marge de manœuvre, sans interférences de l'administration Obama. Il aura même son soutien s'il présente un plan qui déplaît au Maroc. Mais comme le Maroc est un allié, les Américains pourront appuyer ce plan mais ils n'iront pas jusqu'à chercher à l'imposer.

LOURDES CONDAMNATIONS DE DEFENSEURS SAHRAOUI DES DROITS DE L'HOMME

HALTE A LA REPRESSION CONTRE LA POPULATION SAHRAOUIE

La Cour d'appel d'Agadir a confirmé le 24 juin et même, dans certains cas, aggravé les peines de prison infligées en première instance à des défenseurs sahraouis des Droits de l'Homme dont certains ont mené une très longue grève de la faim.

Les 9 membres du groupe dit de «Mohamed Yahia» ont été condamnés à de lourdes amendes et à des peines de prison ferme, 1, 4 et jusqu'à 15 ans: Yahya Mohamed Elhafed Yahia, 43 ans, 15 ans de prison; Mahmoud El Berkaoui, 26 ans, Salmi Mohamed, 34 ans, 4 ans; Najem Bouba, 27 ans, Mayara Moujahed, 33 ans, Lahcen Lefkir, 28 ans, Salam Charafi, 28 ans, Abdelghani Bani, 30 ans, 4 ans; Omar Lefkir, 22 ans, 1 an. Les membres du groupe des trois, Hassan Khalad, Ali Buamoud, Elmahjoub Aillal, ont été condamnés à 4 ans, peine doublée par rapport à la première instance.

Il leur est reproché d'avoir participé à des manifestations pacifiques pour dénoncer la répression contre la population sahraouie qui revendique son droit à

l'autodétermination. Leurs avocats et les observateurs internationaux, espagnols et français (Meriem Derkaoui), présents au procès, ont noté qu'ils n'ont pas été interrogés sur les faits et que la Cour d'appel les a traités comme des prisonniers de droit commun et avec mépris en refusant de les considérer comme des prisonniers politiques. Certains prisonniers ont fait état de tortures mais les examens médicaux leur ont été refusés. A l'annonce de la sentence, les familles des prisonniers, des étudiants et des responsables d'associations marocaines (AMDH) et sahraouies des droits de l'Homme (ASVDH, CODAPSO, CSPROM, CDSPPM, CODESA, ODS) ont tenu un sit-in dans la salle d'audience en scandant «pas d'alternative à l'autodétermination» avant d'être violemment expulsés par les forces policières et Droits de l'Homme militaires très présentes. La manifestation s'est poursuivie devant le tribunal.

Ce n'est sûrement pas un hasard si ces lourdes condamnations des militants sahraouis sont prononcées au moment même d'une nouvelle tournée de Chris-



topher Ross, envoyé spécial des Nations Unies, dans la région pour préparer un nouveau round de négociations. Les autorités marocaines veulent clairement signifier à la communauté internationale qu'elles n'ont aucune intention de respecter les résolutions des Nations Unies, ni les Conventions internationales sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme.

Nous dénonçons ces condamnations iniques par des tribunaux des forces d'occupation qui n'ont aucune légitimité. Nous alertons une nouvelle fois les autorités françaises, européennes et internationales pour faire cesser le harcèlement judiciaire des défenseurs sahraouis des Droits de l'Homme et protéger le droit des Sahraouis d'exprimer pacifiquement leur opinion sans crainte de représailles. Il est urgent que les Nations Unies mettent en place un mécanisme spécial de surveillance des Droits de l'Homme dans les territoires occupés, comme l'ont demandé les associations internationales «Human Rights Watch» et «Amnesty international» ainsi que la délégation ad hoc du Parlement européen. Nous sommes décidés à poursuivre nos actions pour l'arrêt de la répression, la libération des prisonniers politiques sahraouis et l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations Unies car il n'y aura pas de solution au conflit du Sahara Occidental sans respect de la légalité internationale fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Au nom du collectif d'associations, Ennaâma Asfari et Meriem Derkaoui, qui assistaient au procès, ont remis au consul de France à Agadir une lettre pour demander une prise en charge médicale des prisonniers sahraouis qui ont mené une très longue grève de la faim; la même lettre a été adressée au ministre français des Affaires étrangères, au ministre marocain de la santé, à l'Ambassadeur de France et au représentant de la Commission européenne à Rabat.

Paris le 29 juin 2009



Association des Amis de la RASD (AARASD), Association des familles de prisonniers et de disparus sahraouis (AFAPREDESA), Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), Comité pour le respect des libertés et des droits humains au Sahara occidental (CORELSO), Droit Solidarité (DS), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Contact :

CORELSO – Forum Social Ivryen – 10 Promenade – Gérard Philippe – 94200 IVRY
corelso@yahoo.fr – Tél. 06 33 43 64 93

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES (ADER)

Groupe Energies pour le soutien au peuple sahraoui

Chers amis,

Voici des nouvelles de notre projet solaire dans les camps de réfugiés sahraouis de la région de Tindouf.

Comme vous le savez certainement, depuis le démarrage de notre projet pendant l'année 2000, notre groupe a été très actif, puisque avec la collaboration des techniciens sahraouis du GASR (Groupe de l'Atelier Solaire de Rabouni), nous avons réalisé une installation photo-voltaïque sur un hôpital (Smara) et lors des cinq dernières années nous avons équipé la grande majorité des dispensaires de santé des camps de réfugiés de la région de Tindouf de 26 installations solaires photovoltaïques. Ces installations solaires sont utilisées pour l'éclairage des locaux et l'alimentation de frigos, destinés à la conservation de médicaments. Nous avons aussi construit récemment cinq installations solaires dans la zone libérée du Sahara Occidental.

Toutes ces réalisations nous ont donné beaucoup de travail d'organisation en Suisse et sur place en Algérie et nous avons bénéficié depuis 2004 d'un soutien financier d'institutions publique, confédération, communes et cantons.

Ce projet n'aurait pas été possible sans les contributions de généreux donateurs privés, dont bon nombre d'entre vous, qui nous ont octroyé des fonds propres nécessaires pour accéder à un financement public.

Un dernier financement public nous a été accordé pour l'année 2008 et 2009, et nous avons encore besoin de fonds pour pouvoir poursuivre et mener à terme ce projet.

Maintenance des installations:

Dans notre projet actuel, nous mettons particulièrement l'accent sur la mainte-

nance des installations existantes, afin de leur assurer une durée de vie à long terme, en effet ces installations sont soumises à des conditions extrêmes, ce qui impose une maintenance régulière et parfois de devoir changer les batteries. Nous avons transmis dans la mesure du possible la responsabilité de l'entretien des installations aux techniciens sahraouis, Néanmoins nous devons encore assurer l'organisation et les fonds nécessaires à cet entretien, Si nous ne pouvons pas l'assurer, les installations tomberont en panne et rejoindront le cimetière des équipement hors d'usage.

L'Atelier Solaire de Rabouni

L'atelier solaire du GASR est un endroit clé pour un fonctionnement efficace de groupe de techniciens. Pourtant nous avons constaté lors de notre dernier voyage que cet atelier souffre cruellement d'un manque d'outils, de pièces détachées, de matériel de stockage et



de matériel de rangement. Notre contribution sera :

- ✘ Cours/rappel et mise en pratique de la gestion de l'outillage et de l'entretien des machines.
- ✘ Achat et fourniture de matériel de rangement : caisses pour l'outillage, caisses et armoires pour la visserie et les pièces détachées.
- ✘ Fourniture des pièces détachées indispensables à l'entretien des installations.

Formation des familles : Nous voudrions réaliser un petit film documentaire pour la formation des utilisateurs privés de l'énergie solaire : « Ce qu'il faut faire, et ne pas faire, pour que les batteries durent le plus longtemps possible ».

Nous sommes aussi impliqués dans la collaboration avec d'autres ONG qui travaillent aussi dans les camps dans le domaine de la santé et de la construction de dispensaires. Nous participons régulièrement à la coordination européenne de soutien au peuple sahraoui. (EUCCO)

C'est pour cela que nous nous adressons à vous, amis, solidaires de la cause sahraouie. lecteurs des Nouvelles Sahraouies. Nous comptons sur votre

aide financière pour continuer à assurer le suivi de ces installations, pour la formation des techniciens sahraouis et de la population sahraouie en énergie solaire.

Transfert de technologies :

Nous voulons continuer à favoriser ce transfert de technologies et de responsabilités vis-à-vis des installations solaires aux techniciens sahraouis avec qui nous travaillons dans les camps de réfugiés, par un programme de formation théorique et pratique. Les thèmes abordés sont les suivants :

- ✘ Les batteries comment les entretenir, comment les faire durer (rappel)
- ✘ Formation de formateurs, pour favoriser la prise en main du solaire par les Sahraouis.
- ✘ Formation des utilisateurs (personnel médical des dispensaires).

Vos contributions même les plus modestes vont nous aider à fournir du matériel de réparation, assurer le remplacement des batteries fatiguées etc... mais surtout à apporter un tout petit « confort » à la population des camps, Ce sera votre et notre goutte d'eau pour manifester la solidarité et maintenir l'espoir pour ces réfugiés qui attendent depuis plus de 33 longues années une solution au problème sahraoui.



Pour le groupe énergies pour le soutien au peuple sahraoui, ADER/S :

Sara Jato-Rodriguez,
 Francesca Capotosti,
 Esther Oester, Moulaye
 Bachir Ould Dedi, André
 Rosselet, Jean-Claude
 Vautier, Gilles Boss.

Ont participé à ce bulletin

Françoise Buchet, Jean-Claude Vautier, Christiane et Berthier Perregaux



**Notre programme solaire
se poursuit toujours
(voir pages 14 et 15)**

**Et nous avons toujours
besoin de soutiens
financiers.**

**Merci de permettre
à notre équipe
et aux techniciens sahraouis
d'aller de l'avant.**

Merci de votre solidarité.

**Versez vos dons
à notre C.c.p. 12-6818-7**

ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui – Case postale 177 – 1211 Genève 8 – Tél. 032 846 14 89

Dr Jean-Claude Vautier – 1350 Orbe – Tél. 024 441 30 45

Dr Marie-Claire et Emmanuel Martinoli – Case postale 2229 – 2800 Delémont 2 – Tél. 032 422 87 17

Françoise Buchet – 2063 Fenin (NE) – Tél. 032 853 50 80

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUIS – Postfach 8205 – 3001 Bern